



11 octobre 2011

Ensemble,

Agissons pour d'autres choix !

Plongés dans une situation grave, avec 23 millions de chômeurs en Europe, principalement des jeunes, l'unique réponse des dirigeants politiques est l'austérité.

En France, le plan FILLON pour réduire le déficit de la France est injuste, inéquitable et inacceptable. Il pénalise une fois de plus les salariés.

Face aux plans d'austérité, la seule règle d'or pour les salariés, c'est la mobilisation.

Rogner sur les dépenses publiques, c'est casser la croissance, l'emploi, le pouvoir d'achat, les services publics et durcir les conditions sociales et de travail des salariés. Où vont les 170 milliards d'euros versés par l'Etat aux entreprises ? Certainement pas au pouvoir d'achat et l'emploi pour relancer la consommation. A l'inverse de cette politique destructrice, plus de services publics, c'est plus d'égalité, plus d'équité, plus d'efficacité sociale, plus d'emplois. Les moyens financiers existent, l'Etat doit faire d'autres choix que de servir les intérêts des plus riches.

Les politiques menées contre le Service Public Ferroviaire, aux ordres des marchés financiers, ne jurent que par l'ouverture à la concurrence des transports de marchandises et des voyageurs et la dégradation des conditions sociales des cheminots.

Le 16 juin 2011, plus de 20 000 cheminots ont battu le pavé parisien, soutenus par des associations d'usagers pour exiger un changement de cap, pour le maintien et le développement d'un véritable Service Public Ferroviaire Fret et Voyageur au service de la Nation toute entière.

Avec les assises du ferroviaire, il ne s'agit pas de débat public mais d'une volonté gouvernementale d'accélérer la mise en œuvre de l'ouverture à la concurrence des TER, en s'attaquant au statut des cheminots.

En ce sens, les propos tenus par la Ministre des Transports dans un article du Parisien en date du 15 septembre confirment cette volonté politique le jour même où s'ouvrent « Les assises du Rail ». Nous sommes bien loin des propos rassurants du Président Pépy. Les masquent tombent !

La Fédération CGT des cheminots a décidé de résister et d'être à l'offensive en organisant les états généraux du Service Public Ferroviaire.

Obligeons-les à ne plus tourner le dos au Service Public de voyageurs et de marchandises SNCF et à prendre des mesures permettant d'améliorer le service rendu aux usagers et aux populations.

L'intersyndicale CGT – CFDT – UNSA – FSU – Solidaires du 1^{er} septembre a décidé d'une journée nationale d'action interprofessionnelle de grèves et manifestations le mardi 11 octobre 2011.

Sur l'emploi : les mobilisations de l'année 2010, les actions locales en 2011 ont permis, pour l'instant, d'obtenir 5 500 recrutements cette année.

Exigeons : → la réalisation de l'ensemble des embauches notifiées dans les établissements ;
→ le recrutement de tous les alternants et CDD qui le souhaitent ;
→ des embauches supplémentaires pour assurer dans de bonnes conditions l'organisation du service public et améliorer les conditions de travail des cheminots.

Sur les salaires, la perte de pouvoir d'achat (écart entre l'inflation et les augmentations générales des salaires) s'élève pour 2010 et le 1^{er} trimestre 2011 à 2,5 % et vient s'ajouter à la perte cumulée depuis 1981. Les 0,9 % octroyés par la direction de la SNCF et validés par l'accord salarial signé par l'UNSA et la CFDT sont à mille lieues des besoins des cheminots en lien avec l'explosion du coût de la vie.

Exigeons : → la réouverture immédiate de négociations salariales à la SNCF.

Sur le Service Public SNCF, la multiplication des acteurs du système ferroviaire (RFF, ARAF, DCF...) complexifie le mode de fonctionnement et empêche toute synergie. L'augmentation des péages demandée par RFF à la SNCF pour équilibrer les comptes ainsi que les multiples réorganisations imposées par la direction sont des véritables freins au développement et à la modernisation de l'entreprise publique SNCF.

Dans le même registre, les travaux de nuit décidés par RFF dans le cadre de la maintenance des infrastructures va lourdement impacter le service annuel 2012 et détériorer les conditions de travail des cheminots dans tous les métiers.

Exigeons : → le retour à l'unicité de l'entreprise par l'abrogation des dispositions législatives ayant créé RFF et la DCF ;
→ le désendettement du système ferroviaire par l'Etat ;
→ l'ouverture de négociations à tous les niveaux pour gagner un service annuel 2012 répondant aux besoins des usagers et aux attentes des cheminots.



Plus de Service Public Ferroviaire, c'est être en capacité de répondre aux besoins de la Nation.

Le 11 octobre, mobilisons-nous avec les autres salariés du public et du privé, des privés d'emplois, des citoyens, pour contraindre la direction de l'entreprise à négocier sur l'emploi, les conditions de travail, les salaires, le Service Public et le Fret SNCF.

**La crise, c'est eux,
La solution, c'est nous.**

Montreuil, le 15 septembre 2011